



Un mythe disparaît ! L'emblème du monopole de l'Etat décline à l'aube d'une nouvelle ère qui s'ouvre pour les Algériens. Depuis quelques jours déjà, les rues d'Alger frémissent, ravagées par l'écho retentissant d'une guerre sans nom. Première séquence d'une nuit pas comme les autres. Le 5 Octobre : un événement historique. Le bilan des affrontements est affligeant. Des centaines de morts et des dégâts irréversibles pour certaines infrastructures étatiques estimés à plusieurs milliards de dollars.

De Bab-el-Oued, Kouba... au Ruisseau

Ce jour-là, les émeutiers, réunis depuis le matin, finissent par se lâcher. A 12h, la chasse à l'étatique est ouverte. Les voitures officielles, les bus de la RSTA... sont courrés avant d'être saccagés puis brûlés. De Bab-

el-Oued, El-Biar, Kouba... Alger implose. De partout, ils marchent dans un même sinus, sur les traces des despotes. La veille au soir, des émeutiers s'étaient déjà attaqués à la mairie de Bab-el-Oued. Depuis une semaine, la grève paralyse la zone industrielle comprise entre Rouiba et Reghaïa, à l'est d'Alger.

La suppression d'une prime de jouet de 100 DA par enfant allouée aux travailleurs de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI, ex-Berliet) est à l'origine d'un conflit social qui se répand comme une traînée de poudre aux autres entreprises. A quoi s'en prenaient les manifestants ? 20 ans après. Alger garde en mémoire les actes de vandalisme et la destruction de tout ce qui a représenté les privations et l'arbitraire. Une cible particulière. Les Galeries algériennes puis les Souk-el-Fellah sont mis à sac par les enfants d'Octobre.

Aux symboles : commissariats de police, banques, agences d'Air Algérie, entreprises

de distribution des Galeries algériennes, les grands magasins d'Etat tels que les Souk-el-Fellah, Monoprix... et les locaux du FLN. Beaucoup le paieront de leur vie. L'accumulation des frustrations et des brimades a eu l'effet d'une bombe à retardement. Les seuls espaces de libre expression à l'époque sont les stades. On y scandait le mal-être, le chômage, la cherté de la vie... et les pénuries.

Semoule, conserves et Stan Smith

Pourtant, les produits ne manquent pas dans les stocks et dans les entrepôts des entreprises chargées de leur distribution. Au même moment, des tonnes de semoule moisissent dans les hangars de la Sempac, la société d'Etat qui détient le monopole de la fabrication et de la distribution de la semoule.

Beaucoup se souviennent aujourd'hui encore des jeunes de Bab-el-Oued brandissant les baskets de marque «Stan Smith»,

après avoir dévasté le Monoprix du quartier. Qui n'a pas vu des enfants courir les bras chargés de boîtes de tomate en conserve une fois à la sortie du Souk-el-Fellah de Ruisseau.

L'effondrement du mur FLN

Un tournant décisif dans l'histoire de l'Algérie. Le parti unique. Même si les choses n'ont pas réellement changé, Octobre 1988 a permis l'émergence du multipartisme. Une exigence. Le parti unique, en l'occurrence le FLN, devait céder de son monopole. Nonobstant, la présence d'un contre-pouvoir autorisé à pratiquer une activité politique à l'échelle nationale n'a jamais pu fonctionner. Ce contre-pouvoir que l'on pensait exercer à l'avènement du multipartisme et du pluralisme, laissant penser à une ouverture pour l'institution de la démocratie qui allait mettre fin au système du parti unique, était en fait qu'un leurre !

Samira Hadj Amar

Vingt ans de on-dit et de non-dits

Beaucoup a été dit, écrit, à propos de cette date du 5 Octobre 1988. Un événement diversement apprécié.

Octobre 88, une intifadha...

Pour l'opinion publique, ce fut une explosion, un déchaînement du peuple qui a exprimé, certes violemment, son mécontentement, ses frustrations, le mal-vivre, le ras-le-bol général.

Une expression confuse, doublée de l'irrationalité du désespoir, pour un universitaire-écrivain, Anouar Benmalek. Une intifadha de la jeunesse, en quête de dignité, selon l'ancienne militante trotskyste et secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune.

Une insurrection morale ou «chahut de gamins»

Un rejet du système en place. Pour le défunt sociologue M'Hamed Boukhobza, «un moment d'extériorisation (...), un moment de contestation sociale d'une situation de crise générale latente».

Une protestation contre l'exclusion, une «insurrection morale», selon l'avocat Miloud Brahimi. Un acte immature pour d'autres, un «chahut de gamins qui a dérapé», dira l'an-

cient président de l'Amicale des Algériens en Europe, Ali Ammar.

Une manipulation !

Des manifestations spontanées pour quelques-uns et pour d'autres, a contrario, une manipulation savamment orchestrée. Un complot, une «révolution de palais», une occasion pour les clans, réformateurs et conservateurs, de régler leurs désaccords importants dans la rue, par masses populaires interposées. Une manipulation tordue, une embrouille aux résultats incertains pour ses instigateurs.

Une rupture, un sursaut démocratique !

Le 5 Octobre 1988 a été également considéré comme l'aboutissement d'un long parcours de luttes pour la démocratie, le multipartisme et la libéralisation. Une rupture qui a permis à la presse libre, «notre plus belle conquête», selon l'écrivain et journaliste Lazhari Labter, de se développer. Une rupture qui a débouché sur la fin de l'unicité partisane, un multipartisme et une modification du paysage institutionnel. Vers une mutation encore inachevée vers la démocratie, ainsi que la consolidation de l'emprise islamiste et islamisante sur la société.

Un «immense ratage»

Cela même si la mémoire générale, non encore défaillante, ne fait aucunement cas de telles revendications démocratisantes par les manifestants. Et parce qu'il n'a pas été suivi par la suite par un renouvellement réel du personnel politique, Octobre 1988 fut aussi un «immense ratage», selon le défenseur des droits de l'homme, Miloud Brahimi. Un lien entre la démocratie et ces manifestations populaires que des acteurs politiques et non des moindres contestent.

Une revendication de la société ? Non, selon Bouteflika

Le peuple a «été sorti», «poussé dans des émeutes», selon le président de la République qui a, en 2006, estimé que «c'est à tort que les événements d'Octobre ont été présentés comme une révolution démocratique».

Il n'y a pas dans l'Algérie à la fin de la décennie 1980 de demande pressante de démocratie politique émanant de secteurs importants de la société, animés par des organisations politiques suffisamment structurées et implantées pour se présenter comme une alternative au pouvoir politique en place».

Les contradictions systémiques dans la rue, selon Ouyahia

Autre avis, synthèse de tous les on-dit et non-dits à propos de ces événements, celui de l'actuel chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia.

«C'est une vaste manipulation, ce n'est pas un sursaut démocratique», dira le secrétaire général du RND. Selon lui, il «y avait des manœuvres d'appareil car Chadli a voulu opérer des changements. Les contradictions systémiques internes se sont soldées dans la rue». Et Ahmed Ouyahia d'ajouter : «C'est vrai qu'il y avait une soif de changement dans la société, mais ce n'est pas la rue qui a ramené le pluralisme.»

Une réalité encore à percevoir

D'une explosion de ras-le bol, un chahut de gamins, une manipulation ou un sursaut démocratique, les appréciations ont été nombreuses à propos de ces événements.

A-t-on dit tout ou a-t-on tout dit ? Acteurs politiques ou observateurs patentés n'ont pas encore réussi à lever le voile sur cet événement surprenant à bien des égards. Qu'est-ce qu'Octobre 1988 ? Vingt ans d'on-dit, de non-dits sont passés, la réalité de cet événement reste encore à apprécier.

Chérif Bennaceur

Suite de la page 7

Fragilisé par l'indignation nationale et internationale, le pouvoir assis sur l'arbitraire des armes reconnaissait implicitement à travers le discours télévisé du chef de l'Etat et pour la première fois depuis l'été 1962, le bien-fondé de la protestation populaire et de sa soif de liberté et de justice. Il promettait de corriger le déficit démocratique devenu criant et dangereux pour la nation. Un courant favorable à l'évolution des institutions s'est dégagé à travers l'adoption, quelques mois plus tard, d'une nouvelle Constitution proclamant des principes démocratiques. Tout le monde sait que le pluralisme formel instauré sera vidé de contenu démocratique et social en l'espace de deux ans.

Un exemple, un de plus à élucider, est hautement emblématique de la transition sabordée, l'usage de la torture. La Constitution de 1989 a vigoureusement condamné et interdit la

torture, mais tous les membres du Comité d'action large et actif contre la torture mis sur pied après les révélations d'Octobre 1988, ont été soit assassinés dans des conditions obscures soit contraints à l'exil.

Vingt ans après, que reste-t-il d'Octobre 1988 ?

Plus que le souvenir de la révolte d'Octobre, il reste les enseignements de la tragédie des années 1990 et de ses séquelles. Le grand changement espéré n'a pas eu lieu parce que, pendant ces journées ou plus tard, les causes profondes qui ont généré la révolte d'Octobre 1988 n'ont pas été traitées, et encore moins extirpées, elles ont même été aggravées par la détérioration du contexte international. A l'autoritarisme et aux machinations du pouvoir, premier responsable des déboires vécus par l'Algérie, la société et ses organisations politiques et sociales n'ont pu opposer une résistance à la fois unie et

consciente, s'exprimant dans un projet politique et de société alternatif et rassembleur. Divisées et politiquement non préparées par les décennies de mentalités et de parti uniques, il leur a manqué au moment crucial la capacité théorique et pratique de déjouer les ruses du pouvoir et d'imposer une alternative commune constructive.

Deux défaillances se sont conjuguées

La première, foncière et structurelle, est celle des autorités dans leurs responsabilités étatiques. La seconde est liée à l'impréparation idéologique et politique de la société. Ce double déficit, sensible à la veille et lors du déclenchement de ces journées, a créé la confusion politique qui a marqué leur déroulement, puis leur dénouement. Un de ses indices les plus forts a été l'acharnement avec lequel les clans au pouvoir, juste avant les événements, ont réprimé le monde du travail, ses forces syndicales et

politiques, qui sans cela étaient potentiellement en mesure de peser sur les évolutions dans le sens des libertés et droits démocratiques, de l'intérêt et de la cohésion nationale. Vieille politique réactionnaire et conservatrice hantée par le spectre du communisme et cherchant à tout prix à enfermer les forces de libération sociale de toutes obédiences dans un «cocon de chrysalide» !

Les orientations antipopulaires, sous des formes subtiles ou brutales, s'accroissent pour déboucher après 1990 sur la tragédie nationale dans le nouveau contexte du basculement du rapport de force international. C'est le moment de rappeler les résultats de l'aventurisme politique que nombre de gouvernants arabes tout comme les cercles réactionnaires des Etats-Unis ont largement pratiqué, en exploitant les faiblesses et divisions idéologiques des peuples. Le désastre algérien était déjà en germe dans les péripéties d'Octobre 1988. Certains des cercles qui ont pro-

cédé au coup de force antidémocratique préliminaire du 4 octobre ont continué, quand les manifestations populaires sont devenues incontrôlables, à vouloir faire porter aux progressistes la responsabilité des événements, qualifiés «d'insurrectionnels». Ils voulaient ainsi à la fois justifier leur répression sauvage et ouvrir la route aux noyaux islamistes, même les plus extrémistes en les instrumentalisant.

Assistons-nous aujourd'hui à un début de retour du balancier ? Y aura-t-il prise de conscience des courants politiques et idéologiques qui ont été trompés et l'ont payé cher ? Se dirige-t-on à travers les luttes en cours vers la construction persévérante de l'unité d'action démocratique et sociale et des moyens d'organisation capables de faire progresser une dynamique des changements radicaux ? Tirer les enseignements d'Octobre 1988 pourrait y contribuer.

S. H.

3 octobre 2008